

Trois quarts des Romands apprécient la présence des multinationales

Situation économique Selon une étude, la moitié des habitants de la région lémanique juge même l'implantation de ces grands groupes «très positive», alors que des décisions clés se profilent.

Pierre-Alexandre Sallier

Voilà de quoi répondre aux petites remarques ayant fleuri lors de la fuite du groupe genevois SGS pour le ciel fiscal plus favorable – à l'entreprise comme à sa patronne – de Zoug. Les citoyens de «die Romandie»? Des ingrats, prompts à scier la branche sur laquelle leur prospérité est assise.

Un sondage commandé par le Groupement des entreprises multinationales (GEM) montre que c'est un peu plus compliqué que ça. Selon cette enquête réalisée en avril dernier par MIS Trend, près de sept personnes sur dix estiment l'économie de l'arc lémanique «dépendante» de la présence de ces 1200 entreprises internationales. Avec une proportion à peine un peu moins forte dans le canton de Vaud ou les districts valaisans de Monthey ou Saint-Maurice qu'à Genève – un canton où elles génèrent 40% du produit intérieur brut (PIB).

Toujours utile de compter ses forces à l'orée de rendez-vous politiques importants pour le secteur. Président du GEM, François Rohrbach évoque une «base solide pour sensibiliser nos élites et la population» lors de la présentation, mercredi, des résultats de l'enquête.

Emploi et logement

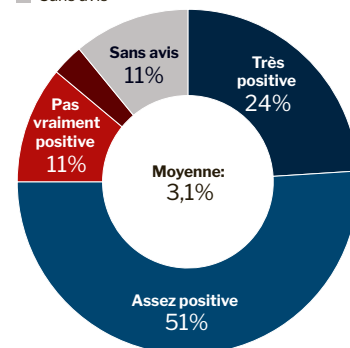
Les Romands sondés sont une moitié à juger la présence de ces groupes «assez positive» pour la région. Et même un quart supplémentaire à l'estimer «très positive» – un emballement qui, sans surprise, ne touche que 15% de ceux se présentant comme «de gauche».

Les facteurs mis en avant? Les créations d'emplois d'abord. Normal de la part d'entreprises qui disposent de près de 123'000 salariés – souvent très bien payés – dans les cantons concernés, dont plus de la moitié dans une centaine de grands groupes. Avec les em-

Perception des multinationales sur l'arc lémanique

Chaque réponse est exprimée en pourcentage et notée de 1 (pas du tout positive) à 4 (très positive).

■ Très positive ■ Pas vraiment positive
■ Assez positive ■ Pas du tout positive
■ Sans avis



Enquête menée auprès de 708 habitants de la région lémanique (septembre 2025).

Graphique: DHL. Source: Enquête sur l'image des entreprises multinationales dans l'Arc lémanique – GEM/MIS Trend – Panel de 708 personnes (Genève, Vaud sauf Jura-Nord et Broye, districts valaisans de Monthey et de Saint-Maurice)

ploi indirects, elles font travailler 190'000 personnes. À titre de comparaison, les agences onusiennes et ONG de la «Genève internationale» disposaient l'an dernier de 34'000 collaborateurs.

Les critiques formulées sont beaucoup plus prosaïques. La première d'entre elles porte sur l'augmentation du coût des logements. Un avis partagé par les trois quarts des sondés, confrontés à la concurrence de ces employés souvent bien rémunérés sur tout appartement mis en location.

Des firmes «responsables»?

Ceux ayant une opinion négative citent surtout le manque de responsabilité écologique et sociale – régulièrement pointé du doigt par une organisation non gouvernementale comme Public Eye.

Et ce, en dépit des efforts de communication déployés par ces entreprises pour mettre en avant

leurs efforts environnementaux. Seuls 14% des sondés estiment qu'elles sont «un moteur» en matière de responsabilité sociale ou environnementale.

Un avis à prendre en compte alors que le Conseil fédéral propose un contre-projet indirect à l'initiative sur les multinationales responsables. Aligné sur une réglementation européenne dite Omnibus retardée de plusieurs années – cette option est soutenue par le GEM.

Le fisc, «what else»?

L'image de ces grands groupes au sein de la population rendue par ce sondage va compter, face à la recrudescence d'une concurrence fiscale larvée entre cantons pour les attirer. En dépit de l'unification de la fiscalité des entreprises dans le pays à la fin de la dernière décennie – puis du relèvement à 15% de l'impôt minimal sur les plus grandes d'entre elles exigé de pays membres de l'OCDE – la contribution des multi-

nationales aux budgets publics n'a eu de cesse d'augmenter.

«Sur trois ans, ces entreprises – en particulier celles du négoce de matières premières – ont contribué à plusieurs milliards de recettes supplémentaires pour le Canton de Genève», rappelle Pierre de Pena, vice-président du GEM chargé de la fiscalité.

Une manière d'inciter les cantons romands à mettre en place les soutiens offerts par leurs homologues alémaniques comme Zoug, Lucerne ou Bâle – au nom de l'aide à la recherche, par exemple – afin de faire passer la pilule de la hausse du taux d'imposition liée à l'OCDE.

«À Bâle, ce choix a été soumis au peuple, Genève et Vaud doivent introduire rapidement des instruments similaires, éléments d'attractivité des cantons alémaniques», appelle Pierre de Pena. Sans référence à l'exemple de SGS, pourtant encore dans les têtes.

Compétitivité : le retard de l'Europe s'accroît, alerte Mario Draghi

Virginie Malingre

Un an après la publication de son rapport, l'ex-président de la Banque centrale européenne estime que les Vingt-Sept n'ont pas été à la hauteur

BRUXELLES - *bureau européen*

Cher Mario », a répété à plusieurs reprises Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, tandis qu'elle s'adressait, tout sourire, à Mario Draghi, venu à Bruxelles, ce mardi 16 septembre, débattre avec elle des avancées de l'Union européenne (UE) depuis la remise de son rapport sur la compétitivité il y a un an. « Ursula », lui a sèchement répondu l'ex-président de la Banque centrale européenne, avant de constater que, à ce stade, les Vingt-Sept n'avaient pas été à la hauteur de la situation.

En plein décrochage face aux Etats-Unis et à la Chine, l'Union est confrontée à « *un défi existentiel* ». Si elle ne change pas, elle sera condamnée à « *une lente agonie* », avait prévenu l'Italien, le 9 septembre 2024, avant de présenter ses recommandations. Le 22 août, à Rimini, il avait déjà eu des propos très durs contre une Europe « *spectatrice* » et « *la lenteur de [ses] rituels communautaires* » que « *le monde n'attend pas (...) pour [lui] imposer sa force* ».

A Bruxelles et aux côtés d'Ursula von der Leyen, ce mardi, Mario Draghi a, une nouvelle fois, livré un diagnostic sans concession sur l'état de l'action européenne. Depuis un an, des chantiers ont été lancés pour renforcer la compétitivité du Vieux Continent, a-t-il reconnu, se félicitant notamment de l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur ou de la montée en puissance des dépenses européennes en matière de défense. Mais, juge-t-il, ils avancent trop lentement quand, le monde, lui, change à toute vitesse.

De retour à la Maison blanche, Donald Trump a augmenté les droits de douane américains. Face à la fermeture du marché américain, la Chine, elle, est encore plus à l'offensive en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et en Europe. « *Depuis décembre dernier, a ainsi pointé Mario Draghi, l'excédent commercial de la Chine sur l'UE a augmenté de presque 20 %.* »

L'Europe perd en souveraineté

Coincée par ses dépendances (aux Etats-Unis pour sa sécurité, à la Chine pour les terres rares et autres matières premières critiques), l'Europe perd en souveraineté et subit plus qu'elle n'agit. Dans ce contexte, elle a dû accepter un accord commercial déséquilibré avec Washington. Elle ne peut non plus se permettre de lutter efficacement contre les surcapacités chinoises et n'a pas les moyens de contraindre Pékin à ne pas aider Moscou à contourner les sanctions européennes.

Conséquence, insiste l'ex-premier ministre italien, « *l'Europe est dans une situation encore plus difficile* » qu'à l'époque où il a présenté son rapport choc. D'ailleurs, la BCE estime à 1 200 milliards d'euros ses besoins d'investissements annuels, entre 2025 et 2031, si elle veut rattraper son retard, contre 800 milliards il y a un an. « *Les entreprises et les citoyens (...) sont déçus par la lenteur de l'Europe* », constate-t-il, alors que « *notre modèle de croissance s'érode, nos vulnérabilités s'accroissent, le financement des investissements requis n'est pas clairement tracé* ».

Même des réformes, dont la nécessité est identifiée de longue date, n'ont toujours pas vu le jour. Entre autres, les Vingt-Sept n'arrivent toujours pas à s'entendre sur l'Union des marchés de capitaux, qu'ils tentent de construire depuis plus de dix ans. Quant au marché intérieur, il reste inachevé, ce qui, selon le FMI, coûte l'équivalent de droits de douane internes de 45 % pour les biens et de 100 % pour les services.

Si elle a reconnu la nécessité d'accélérer, Ursula von der Leyen a préféré revenir sur les nombreuses initiatives qu'a prises la Commission ces derniers mois, que ce soit dans l'intelligence artificielle, la défense, la simplification administrative, la décarbonation de l'industrie ou encore la réforme du régime des aides d'Etat. « *Maintenant, il*

nous faut convaincre nos colégislateurs » d'avancer, s'est-elle en partie dédouanée, renvoyant les Etats membres et le Parlement européen à leurs responsabilités, alors que la plupart de ces textes n'ont pas encore été adoptés.

A écouter Ursula von der Leyen, la situation paraît moins grave que ne le dit M. Draghi. Sur l'intelligence artificielle, par exemple, elle s'est félicitée que l'Europe compte « *quatre supercalculateurs dans le top 10 mondial* ». « *Les Etats-Unis ont produit 40 grands modèles de fondation l'année dernière, la Chine 15, l'UE seulement 3* », lui a répondu le professeur d'économie. Sur l'énergie aussi, les deux protagonistes se sont livrés à une passe d'armes à fleurets mouchetés. « *Les prix du gaz naturel dans l'UE sont encore près de quatre fois plus élevés qu'aux Etats-Unis* », a insisté Mario Draghi. « *Plus de 70 % de notre électricité provient de sources à faibles émissions de carbone. L'an dernier [en 2024], nous avons réduit notre facture de combustibles fossiles de 60 milliards d'euros* », a pointé Ursula von der Leyen.

Selon les calculs du centre de réflexion bruxellois EPIC, seulement 11 % des 383 recommandations faites par M. Draghi il y a un an ont été mises en œuvre totalement, et environ 20 % de manière partielle. Les économistes de Deutsche Bank jugent dans une note récente sur le sujet que « *les progrès dans l'ensemble sont mitigés* ».

« *Trop souvent, trop souvent, on trouve des excuses à cette lenteur. C'est simplement ainsi que l'UE est construite, dit-on* », a regretté Mario Draghi, n'hésitant pas, en l'espèce, à parler de « *complaisance* ». Si les Vingt-Sept et les eurodéputés n'arrivent pas à s'entendre, les Etats membres désireux d'avancer peuvent toujours, a-t-il rappelé, faire des « *coalitions de volontaires* », y compris pour emprunter de l'argent ensemble.

Les entreprises face à la crainte de la grande paralysie



lesechos.fr/industrie-services/industrie-lourde/les-entreprises-face-a-la-crainte-de-la-grande-paralysie-2186866

Lionel Steinmann, Sharon Wajsbrot, Bruno Trévidic, Denis Fainsilber, Anne Bauer

September 18, 2025



Les entreprises craignent une nouvelle paralysie en France, alors que la perspective d'un compromis sur le budget devient de plus en plus incertaine. (AFP)

Par [Lionel Steinmann](#), [Sharon Wajsbrot](#), [Bruno Trévidic](#), [Denis Fainsilber](#), [Anne Bauer](#)

Publié le 18 sept. 2025 à 06:10 Mis à jour le 18 sept. 2025 à 06:19

Alors que la grève va battre son plein dans les transports ce jeudi et que les tractations se poursuivent à Matignon pour tenter de dénouer un compromis impossible sur le budget, les patrons montent au front, un à un, pour parer le coup de massue fiscal qui s'annonce. « Si les impôts augmentent, il y aura une grande mobilisation patronale », a menacé d'emblée, le patron du Medef, Patrick Martin, en fin de semaine dernière.

« Sous Hollande et sous Macron, on a réduit de 20 % [l'écart de compétitivité de la France](#) par rapport à la moyenne européenne. Depuis trois ans, on a commencé à faire le chemin inverse : les taxes de production comme le coût du travail qualifié sont repartis à la hausse et il y a une très grande inquiétude des entreprises pour la suite », abonde encore Philippe d'Ornano, le président de Sisley, coprésident du Meti. Certes, comme le confesse un gestionnaire d'actif français, « dans l'esprit des investisseurs la nouvelle censure du gouvernement n'est qu'un épiphénomène au regard d'une tendance très négative engagée depuis la dissolution ». Mais ce nouveau vide gouvernemental fait craindre aux entreprises une paralysie plus profonde encore, avec un vote du budget qui s'annonce toujours plus incertain.

Outre le coup de massue fiscal, elles craignent le contre-coup d'un gel de la commande publique, d'un nouveau changement de cap sur la politique énergétique, ou encore des retards à l'allumage dans le financement des projets d'ampleur dans le ferroviaire ou dans la défense. Ceci alors que les vents de face sont déjà très nombreux à l'international, avec le coup de frein en Chine et l'offensive protectionniste de Donald Trump. Tour d'horizon des dossiers en souffrance.

• Dans la défense, les commandes se font désirer

L'an dernier, les industriels de la défense ont beaucoup grogné en se demandant où était donc passée la hausse des commandes promises par la hausse des budgets militaires et le scénario pourrait se répéter. Dans un contexte de guerre et de promesses constantes de dépenses accrues, certaines entreprises ont perdu confiance en attendant leurs chèques. Sévèrement mis en cause lors d'une audition au Sénat en juillet dernier, [Sébastien Lecornu](#) finissait par admettre un premier retard de trois mois dans le lancement des commandes, en raison de la censure du gouvernement Barnier et de l'absence de budget. « L'année budgétaire a commencé le 2 mars et non le 2 janvier, s'excusait-il, en ajoutant : la censure gratuite, ça n'existe pas ! »

En ajoutant le gel par Bercy d'une partie des crédits, nombre d'industriels ont bien cherché la concrétisation de leurs commandes pendant six mois, alors que la bosse du reste à payer au sein du ministère des Armées atteint des niveaux records.

Si les grands groupes peuvent lisser leurs budgets grâce à leurs exportations, certains sous-traitants ne peuvent tout simplement pas financer leurs investissements, faute de cohérence entre commandes et paiements. Le décalage vécu cette année risque d'être pire encore, en 2026, puisque la promesse était d'accélérer la mise en oeuvre de la loi de programmation militaire avec une hausse des crédits de 6 milliards d'euros et non de 3 milliards comme prévu. L'idée était aussi de réviser au plus vite la liste de course pour boucher les « trous », en matière de défense aérienne, de munitions, de guerre électronique, etc.

• En mal de fonds supplémentaires, le ferroviaire attend un chef de file

Le prochain gouvernement Lecornu aura plusieurs fers au feu en matière de transport ferroviaire. Même si la décision finale revient au chef de l'Etat, un sujet très attendu sera le remplacement de [Jean-Pierre Farandou à la tête de la SNCF](#), alors que celui-ci joue les prolongations depuis plus d'un an. L'ancien Premier ministre Jean Castex, actuel PDG de la RATP est plus que pressenti à ce poste, mais la transition a été repoussée à novembre, pour des raisons déontologiques.

Le prochain exécutif doit en outre mettre en musique les conclusions de la récente conférence sur le financement des transports, achevée début juillet. Le ministre des transports sortant Philippe Tabarot a annoncé pour décembre prochain le passage au Parlement d'une loi-cadre.

Il s'agira de trouver des nouvelles ressources, à hauteur de 1 milliard par an supplémentaire à compter de 2028, pour soutenir la modernisation du réseau ferré national et éviter sa dégradation. Y compris avec la mobilisation de fonds privés. La SNCF a promis de son côté d'accroître de 500 millions la part prélevée sur ses bénéfices annuels, mais compte bien en rester là.

• Les investisseurs dans les énergies vertes en mal de cap

Echaudés par les récents coups de rabots sur les mesures de soutien aux énergies vertes et surtout par le manque de perspectives sur les projets prévus par la France dans les années à venir, les investisseurs et les industriels commencent sérieusement à s'impatienter. En atteste, le départ de l'énergéticien allemand RWE qui vient d'annoncer en interne son projet de cesser ses activités dans l'éolien en mer en France.

Faute d'accord au parlement sur la feuille de route énergétique de la France - [la fameuse « programmation pluriannuelle de l'énergie »](#) - la situation risque encore de se dégrader. De quoi décourager les investissements industriels. Sans cesse repoussée, la publication de ce document clé doit en effet donner l'ampleur et le cadencement des appels d'offres qui seront mis sur le marché par l'Etat dans les années à venir dans l'éolien en mer, à terre, le photovoltaïque, la géothermie, le biométhane, etc.

· Le transport aérien et l'industrie dans le flou sur les taxes

En retardant les arbitrages budgétaires, la chute du gouvernement Bayrou prolonge le suspens sur l'évolution des taxes sur le transport aérien en 2026. Après la forte hausse des prélèvements en 2025, qui semble avoir déjà impacté la croissance du [trafic aérien en France](#), tous les acteurs du secteur, Airbus inclus, réclamaient un allègement de la taxation. Le précédent Premier ministre et le ministre des Transports sortant s'étaient déclarés en faveur d'une stabilisation de la fiscalité sur les billets d'avion. Mais des voix se sont fait entendre du côté de la gauche et des écologistes pour réclamer une nouvelle hausse des taxes, afin de réduire l'écart de prix entre le train et l'avion et plus généralement, afin de rendre l'avion moins accessible financièrement aux Français.

Du côté des industriels, on s'inquiète également d'une possible révision à la baisse des aides publiques à la recherche et au développement et du crédit impôt recherche. Deux dispositifs jugés essentiels pour le maintien de la compétitivité française et dont les montants ont été plusieurs fois remis en cause par le passé.

· Le secteur automobile en mal d'influence à Bruxelles

Pour [le secteur automobile](#), la vacance de l'exécutif est jugée moins pénalisante aujourd'hui que lors de la démission de Michel Barnier il y a dix mois. « Nous étions à l'époque dans une séquence d'arbitrage, aujourd'hui on est plutôt dans l'exécution », résume-t-on du côté de Mobilians, la fédération qui regroupe les services de la branche. Les barèmes du malus écologique et du malus au poids pour l'an prochain ont notamment déjà été calés.

Le secteur reste toutefois très vigilant sur les amendements qui pourraient surgir lors de la discussion au parlement pour durcir ces malus. La majorité des acteurs du secteur redoutent également que ce flottement politique nuise à la capacité de la France à se faire entendre à Bruxelles, au moment où le débat sur un éventuel ajustement de l'objectif du 100 % électrique en 2035 vient de s'ouvrir.

Denis Fainsilber, Bruno Trevidic, Anne Bauer, Lionel Steinmann, Sharon Wajsbrot

Lohnauswertung: Zugewanderte haben Schweizer überholt

Kanton Zürich Die Gehälter sind in den letzten 30 Jahren gestiegen. Ein Treiber sind Frauen – und sehr gut ausgebildete Ausländer.

4900 Franken: So gross war der Lohnunterschied im Jahr 2021 zwischen zugewanderten Personen und Schweizerinnen und Schweizern bei den Topeinkommen im Kanton Zürich. Zugewanderte verdienten mehr.

Das zeigt eine neue Auswertung des Amts für Wirtschaft des Kantons Zürich. Über die untersuchten Einkommensklassen hinweg verdienen Schweizerinnen und Schweizer zwar mehr als Personen aus dem Ausland. Aber bei den oberen 10 Prozent der Einkommen ist das seit 2019 nicht mehr der Fall. Während Schweizer 146'777 Franken verdienen, erhalten Zugewanderte 151'664 Franken Lohn.

Hoch qualifizierte Jobs seien gefragt, sagt Luc Zobrist vom Amt für Wirtschaft. Die Personen dafür könnten aber nicht immer in der Schweiz gefunden werden und würden im Ausland rekrutiert. Und «Spitzenkräfte müssen entsprechend entlohnt werden», sagt Zobrist.

Er vermutet, dass Zugewanderte eher hochprozentig arbeiten. Im Gegensatz zu Schweizern, die Gefallen an Teilzeit finden. Was das höhere Wachstum der Einkommen miterklären würde. Zahlen gibt es dazu aber nicht.

Die Zuwanderung der Personen im Bereich der oberen zehn Prozent der Einkommen wuchs im Vergleich zu anderen Einkommensklassen enorm stark – seit 2006 um 77 Prozent. Diese Entwicklung deute darauf hin, dass hoch qualifizierte Zuwandernde gezielt für gut dotierte Positionen nach Zürich kämen, heisst es in der Studie.

— Männer arbeiten weniger

Wie gross die Einkommensunterschiede in diesem Bereich zwischen den Geschlechtern ausfallen, wurde nicht analysiert.

Dafür nimmt das Monitoring erwerbstätige Frauen im Kanton Zürich in den Fokus: Wie hat sich ihr Anteil am Arbeitsmarkt

über die letzten 30 Jahre entwickelt, in welchem Masse sind die Löhne gestiegen – und wie hat sich die Lohndifferenz zwischen Männern und Frauen verändert? Die Daten sind inflations-

bereinigt, berücksichtigen somit Veränderungen der Lebenshaltungskosten.

Die Arbeitseinkommen der Frauen stiegen in den letzten 30 Jahren stärker als bei den

Männern. Aus dem einfachen Grund, dass Frauen immer stärker am Arbeitsmarkt teilnehmen. Auch die Arbeitspensen der Teilzeit erwerbstätigen Frauen sind gestiegen. Insgesamt nahm

die Erwerbsquote der Frauen in Vollzeitstellen zwischen 1996 und 2021 um 17 Prozent zu und lag 2021 bei 65 Prozent. Bei den Männern ging sie hingegen um 7 Prozent zurück.

— **Mehr Frauen in Spitzenjobs**
Die Löhne der erwerbstätigen Frauen sind zwischen 1990 und 2021 im Schnitt um 46 Prozent gestiegen. Bei den Männern waren es im selben Zeitraum 12 Prozent. In der unteren Einkommenshälfte war das Lohnwachstum bei den Männern sogar negativ.

Das Lohnwachstum ist dem technologischen Fortschritt und den höheren Bildungsabschlüssen zuzurechnen: 1991 konnten erst 10 Prozent der 30-Jährigen im Kanton Zürich einen Hochschulabschluss vorweisen – 2021 waren es bereits 39 Prozent.

Frauen sind besser ausgebildet und haben auch in den drei höchstbezahlten Berufsgruppen stärker zugelegt als Männer: 2021 waren Frauen fast dreimal so häufig als Führungskräfte tätig wie 1996 und fast doppelt so häufig in intellektuellen und wissenschaftlichen Berufen.

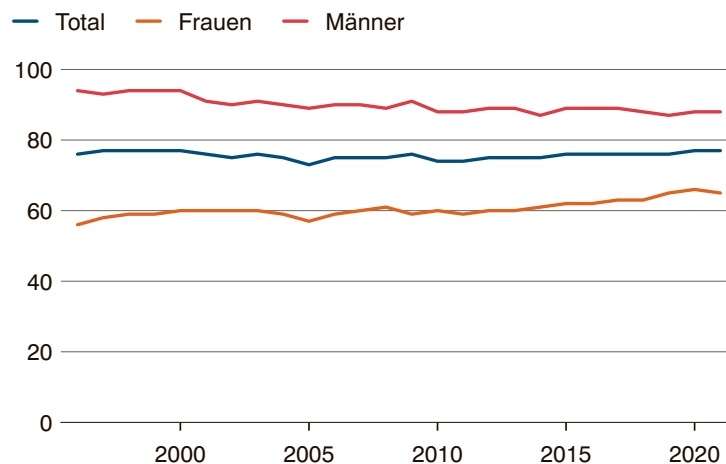
— Lohnschere wird kleiner

So hat die Einkommensschere zwischen den Geschlechtern zwar deutlich abgenommen. Geschlossen hat sie sich aber noch nicht. Besonders gross ist der Unterschied bei den 55-Jährigen: Frauen verdienen 49 Prozent weniger als Männer. Die Zahl ist deshalb so hoch, weil die Studie keine Unterscheidung bei den Arbeitspensen macht.

Keine Einkommensunterschiede zwischen den Geschlechtern gibt es hingegen bei der jüngsten Altersgruppe, den 18- bis 25-Jährigen. Nach Ende der Ausbildung oder dem Hochschulabschluss arbeite diese Gruppe überwiegend in Vollzeit. «Sobald Frauen Kinder bekommen und in ein Teilzeitpensum wechseln, geht die Schere auf», sagt Zobrist. Zwar würden auch immer mehr Männer auf Teilzeit wechseln, aber «es gibt immer noch deutliche Unterschiede».

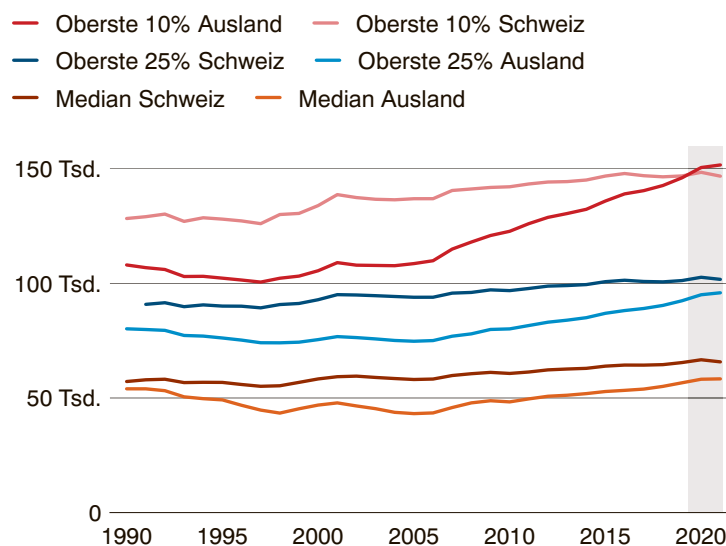
Höhere Arbeitspensen bei Frauen

Erwerbsquote in Vollzeitäquivalenten bei der Erwerbsbevölkerung im Kanton Zürich, 1996 bis 2021, in Prozent



Oberste 10 Prozent der Einkommen: Zugewanderte verdienen mehr

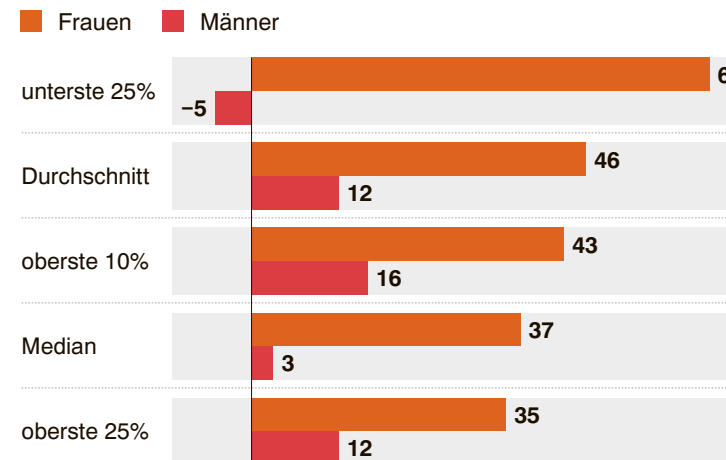
Einkommen von Schweizern und Zugewanderten im Kanton Zürich, in Franken



Grafik: mya / Quelle: Zürcher Wirtschaftsmonitoring

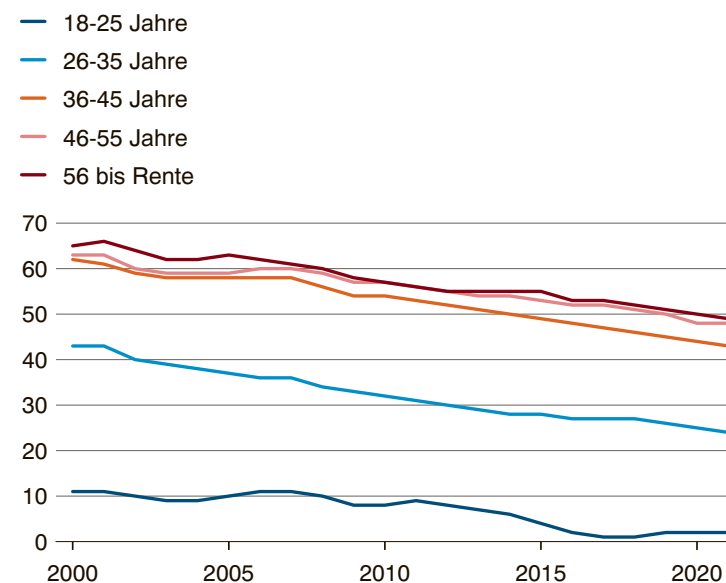
Einkommen der Frauen wachsen stark

Einkommenswachstum der Erwerbstätigen zwischen 1990 und 2021, in Prozent



Lohndifferenz zwischen Frauen und Männern nimmt ab

Einkommenslücke in Prozent des Durchschnittseinkommens der Männer im Kanton Zürich, nach Altersgruppen



Maren Meyer

Die erstaunliche Ignoranz der Schweizer bei der Altersvorsorge

Eine Mehrheit weiss nicht, dass die Pensionskassen ihr Geld an den Finanzmärkten investieren

ALBERT STECK

Viele Länder beneiden die Schweiz um das solid finanzierte Rentensystem. Zwar streitet das Parlament derzeit noch über die Finanzierung der 13. AHV-Rente. Die Kosten sind mit 4 bis 5 Milliarden Franken beträchtlich. Doch im Vergleich zu den Nachbarstaaten wirkt dieser Betrag wie eine Petitesse. Dort reissen die Pensionäre viel grössere Löcher in die Staatskassen.

In Frankreich sind die Rentner der wichtigste Grund dafür, dass der Staatshaushalt tief in den roten Zahlen steckt. Nicht weniger als ein Viertel der öffentlichen Ausgaben fliesst in ihre Taschen. Von 1000 Euro sind es 253 Euro, wie Präsident Emmanuel Macron kürzlich vorgerechnet hat. In Deutschland sind die Verhältnisse kaum besser. Auch dort muss der Staat jedes Jahr über 100 Milliarden Euro in die Rentenversicherung einschiessen, weil die Beiträge der Er-

werbstätigen nicht ausreichen. Zum Vergleich: In der Schweiz belaufen sich die Bundeszuschüsse an die AHV auf 10 Milliarden Franken.

600 Milliarden verdient

Doch warum steht die Altersvorsorge in Frankreich und Deutschland so viel schlechter da? Der Grund liegt darin, dass sie zum grössten Teil über das Umlageverfahren finanziert wird. Das heisst, die Erwerbstätigen bezahlen die Renten der Pensionierten aus ihren laufenden Einnahmen. Dies wird aber immer teurer, weil mehr und mehr Menschen den Ruhestand erreichen.

In der Schweiz funktioniert die AHV auch nach diesem Prinzip. Doch um diese zu entlasten, sparen die Erwerbstätigen zusätzlich über die berufliche Vorsorge für ihr Alter. Gigantische 1300 Milliarden Franken haben die Schweizerinnen und Schweizer be-

reits angehäuft. Allein im letzten Jahr hat die zweite Säule Erträge von 85 Milliarden Franken erzielt. Seit 2004 belaufen sich die gesamten Gewinne auf 600 Milliarden.

Umso erstaunlicher ist es, dass eine Mehrheit der Bevölkerung die Mechanik der zweiten Säule nicht richtig versteht, wie eine aktuelle Erhebung der Bank Raiffeisen zeigt. Gemäss dieser wissen nur gerade 38 Prozent der Befragten, dass die Pensionskassen ihr Kapital an den Finanzmärkten investieren. «Dass diese Markttrenditen den grössten Teil der Altersleistungen erbringen und damit entscheidend sind für die Stabilität des Vorsorgesystems, scheint den wenigsten bewusst zu sein», kommentiert Tashi Gumbatshang von Raiffeisen das Ergebnis. Die Komplexität der zweiten Säule überfordere offenbar viele Versicherte.

Bestätigt wird der Befund durch ein weiteres Resultat aus der Erhebung: Ge-

mäss diesem investiert nur gerade jede dritte Person, welche bei der Pensionierung einen Teil des PK-Guthabens als Kapital bezogen hat, dieses anschliessend in Wertschriften. Die meisten parkieren das Geld lediglich auf dem Konto oder amortisieren damit die Hypothek.

Säule 3a ist beliebt

Das mangelnde Wissen kann für die Versicherten zu konkreten Nachteilen führen, wie die Raiffeisen-Studie nachweist. Laut dieser nutzt nur ein Drittel die Möglichkeit der freiwilligen PK-Einkäufe, obwohl sich damit Steuern sparen lassen. Ebenso wissen von den Konkubinatspaaren weniger als die Hälfte, dass sie bei den Pensionskassen meist selber bestimmen können, wer von den Hinterlassenenleistungen profitieren soll. Sogar nur jeder Fünfte hat eine solche Verfügung für den Konkubinatspartner getroffen.

Laut Gumbatshang führt das fehlende Wissen dazu, dass die zweite Säule in der Bevölkerung ein relativ geringes Ansehen geniesst. 69 Prozent der Befragten stufen ihr Vertrauen in die berufliche Vorsorge lediglich als mittel ein, während 21 Prozent dieses als hoch bezeichnen. Bei der Säule 3a dagegen erreicht der Anteil des hohen Vertrauens 46 Prozent – das freiwillige Vorsorgesparen erfreut sich damit einer deutlich grösseren Popularität.

«Ich kenne keine andere Branche, die so stark auf Understatement macht wie die Pensionskassen», sagt Gumbatshang. Auch dass acht von zehn Arbeitgebern höhere Beiträge leisten als gesetzlich vorgeschrieben, sei nur den wenigsten bewusst. Vielleicht, so der Vorsorgeexperte, nähme die Wertschätzung zu, wenn man das PK-Guthaben in der Steuererklärung deklarieren müsste. Denn bei vielen handelt es sich um den grössten Vermögensposten.

L'impôt pour les couples mariés peine à convaincre

FISCALITÉ Le principe de l'imposition commune a subi un gros revers hier au Conseil national. Les députés ne veulent pas l'inscrire dans la Constitution

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

Les forces en présence étaient connues depuis longtemps. D'un côté, Le Centre et l'UDC. En face, les autres partis. De quoi s'assurer une victoire mathématique à la Chambre basse – 98 voix pour les premiers contre 102 pour les seconds – avant même le début des débats sur l'initiative populaire «Pour enfin en finir avec la discrimination du mariage!». Le verdict est tombé hier: le National rejette l'inscription de l'imposition commune dans la Constitution pour l'impôt fédéral direct par 99 voix contre 92. Le soulagement du côté du PLR et de la gauche était perceptible.

À l'UDC et au Centre, on reste philosophe: la population aura, peut-être, un autre avis. Les élus peuvent bien rejeter ce projet, les Suisses se prononceront sur l'adaptation fiscale concoctée dans les cuisines centristes. Leur proposition est à la fois simple, compliquée et incertaine. Un véritable objet de politique fédérale.

Initiative «conservatrice»

Simple parce qu'il s'agit d'en finir avec la pénalisation fiscale des couples mariés, tel qu'exigé par le Tribunal fédéral depuis 1984. Compliquée parce qu'elle ne propose pas de mise en œuvre concrète. Opaque, enfin, parce que sans modèles de taxation équitable, il est difficile d'évaluer les pertes fiscales induites par le texte. Le Conseil fédéral évalue le manque à gagner «entre 700 millions et 1,4 milliard de francs par an», pour l'impôt fédéral. Le prix à payer pour que les couples mariés ne soient plus désavantagés par rapport aux concubins.



«Nous avons en fait entendu un deuxième débat sur l'imposition individuelle»

SOPHIE MICHAUD GIGON, CONSEILLÈRE NATIONALE (LES VERT·E·S/VD)

Mais la majorité du parlement n'a pas été séduite par l'approche centriste, souvent qualifiée de «conservatrice» lors des débats. Elle lui a préféré l'imposition individuelle, acceptée en juin à une courte majorité et grâce à un compromis sur le barème fiscal. Une intervention qui a permis de réduire les pertes fiscales de ce projet à 600 millions de francs par an.

Mais qu'est-ce que ces deux initiatives ont en commun? Elles visent le même objectif: en finir avec la discrimination des époux. Pour y arriver, elles proposent deux voies diamétralement opposées. La première propose d'introduire un système fiscal indépendant de l'état civil. Une véritable révolution à tous les échelons de taxation. La seconde se concentre sur les seuls désavantages fiscaux de l'union maritale. Au passage, et en fonction du modèle de taxation choisi, elle pourrait générer de nouvelles discriminations pour certains concubins. Le modèle du Centre est par ailleurs très favo-

nable aux couples avec un seul revenu ou avec une grande disparité de revenus.

C'est donc à de véritables débats de société que se sont livrés les conseillers nationaux en juin dernier et durant cette session. Mais les partisans du modèle centriste ont passé plus de temps à torpiller l'imposition individuelle – projet lancé par les Femmes PLR – qu'à défendre leur projet. Et pour cause: hors les murs du Palais fédéral, un référendum contre l'imposition individuelle a été lancé. Les messages portés en plénière faisaient ainsi figure de campagne référendaire. La rapporteure de la Commission de l'économie (CER) l'a bien compris: «Nous avons en fait entendu un deuxième débat sur l'imposition individuelle», a relevé Sophie Michaud Gigon (Les Vert·e·s/VD).

«Monstre bureaucratique»

Chaque intervention des élus UDC et centristes a rappelé que l'imposition individuelle créerait «un monstre bureaucratique», avec la nécessité de traiter plus d'un million de nouvelles déclarations d'impôts. Sans mentionner que l'initiative du Centre générerait également une charge administrative supplémentaire. D'autant plus si le modèle du calcul alternatif de l'impôt est choisi. Ce dernier permet de comparer l'imposition commune à celui applicable aux personnes non mariées. Le fisc retiendrait le calcul le plus avantageux pour chaque couple. Une comparaison à effectuer chaque année.

Au-delà de la guerre des chiffres, c'est une vision de la société qui divise les deux camps. Veut-on une société qui cimenterait fiscalement les rôles des femmes (à la maison) et des hommes (qui rapportent un salaire), ou une société plus égalitaire et qui favorise l'emploi féminin? La population devra certainement se prononcer sur le sujet. ■

La droite municipale rejette les comptes de la Ville de Genève

Politique La nouvelle majorité montre ses muscles dans la perspective d'un budget 2026 délicat.

Pour la gauche, qui a perdu sa majorité en Ville de Genève, la facture arrive gentiment: lundi au Conseil municipal, les élus ont refusé les comptes 2024 par 39 voix de la droite unie (MCG, PLR, UDC Centre et VL) contre 38 (Verts, PS, Ensemble à Gauche et Union Populaire). Un geste rare: la dernière fois, c'était en 2016.

Les chiffres ne sont pas en cause, c'est un signal politique qui est donné, résume Alexandre Chevalier (UDC): «Nous ne sommes pas d'accord avec la politique menée par le Conseil administratif, qui est incapable de répondre à nos questions sur l'impact des politiques publiques», déplore l'élue. «Il y a eu des dépassements, ajoute Yves Herren (C-VL). Tout a coûté plus cher que prévu et si le résultat aux comptes est positif, c'est dû à des correctifs fiscaux favorables et pas à la bonne gestion du Conseil administratif. Comme si un couple gagnant

100'000 francs, en dépensant 120'000 et voyant l'écart payé par la grand-mère, criait victoire.»

«La droite a vu l'occasion de faire un coup politique mais se trompe de débat. C'est au moment du budget qu'il faut se battre, pas au moment des comptes.»

Didier Bonny
Député Vert

La gauche trouve la leçon un peu facile: «La droite a vu l'occasion de faire un coup poli-

tique mais se trompe de débat, déplore le Vert Didier Bonny. C'est au moment du budget qu'il faut se battre, pas au moment des comptes, où on prend acte des chiffres. Le refus des comptes n'aura de plus aucun impact concret.» Écho identique de Jean Burgermeister (EàG-UP).

Déficit attendu

Au-delà des comptes, c'est bien le budget 2026 qui est dans tous les esprits. Présenté prochainement par le Conseil administratif, il sera certainement déficitaire. «Comment s'attendre à autre chose alors que la droite a fait passer plusieurs baisses d'impôt sur les entreprises et les personnes?» s'interroge Jean Burgermeister. «Les inégalités se creusent. Alors que les fortunes ont crû de 9% en Ville, on a baissé les impôts des plus riches au risque d'aller, pour payer ces cadeaux fiscaux, vers une diminution des prestations et des coupes de salaires en Ville.»

Yves Herren et Alexandre Chevalier souhaitent que le vote de lundi fasse réfléchir le Conseil administratif: «À l'avenir, on va devoir aller vers un budget plus frugal et le Conseil administratif devrait comprendre que le Conseil municipal n'est plus une chambre d'enregistrement», explique le premier. «La situation budgétaire va imposer des choix et des sacrifices», insiste le second.

Présentés en avril, les comptes de la Ville ont bouclé sur un modeste excédent de 9,8 millions de francs. Un résultat positif, alors que la Ville tablait sur un déficit de 16 millions pour un budget global de 1,4 milliard.



Le Conseil municipal en séance. Magali Girardin/Ville de Genève

Marc Bretton

Bis zu 60 Prozent der Unterschriften genügen den gesetzlichen Anforderungen nicht

Unterschriftenbschiss geht weiter Bei Sammlungen für neue Initiativen verzeichnen Gemeinden hohe Ungültigkeitsquoten. Gesammelt wurde zum Teil von SVP-nahen Firmen, hinter denen eine Zürcher Kantonsrätin, ein Werber und ein Romand stehen.

Thomas Knellwolf

Ein Jahr ist verstrichen seit der Enthüllung, dass Tausende Unterschriften für eidgenössische Volksinitiativen gefälscht worden sind. Ab vergangenem September bewegte der von dieser Redaktion enthüllte Skandal die Schweizer Öffentlichkeit. Doch nach der Kür des Begriffs Unterschriftenbschiss zum Deutschschweizer Wort des Jahres 2024 wurde es eher ruhig um die Problematik.

Nun tauchen neue Merkwürdigkeiten und Unregelmässigkeiten auf. Sie betreffen insbesondere alle drei Unterschriftensammlungen, die sich momentan bei der Bundeskanzlei zur Auszählung befinden. Eine Initiative wendet sich gegen eine Annäherung des Landes an die EU, zwei richten sich gegen gemäss Komitee schädliche Windenergie-Vorhaben.

Bei diesen beiden parallelen Landschafts- und Naturschutz-Anliegen der Windrad-Gegnerschaft fielen in der Romandie ausserordentlich hohe Ungültigkeitsquoten auf, als Kommunen eingereichte Unterschriften prüften (sie tun das, ehe die Bundeskanzlei eine zweite Kontrolle durchführt, zusammenzählt und so über das Zustandekommen eines Volksbegehrens befindet). Westschweizer Gemeinden stellten fest, dass auf zahlreichen Bögen 30, 40 oder 50 Prozent der Angaben nicht den gesetzlichen Anforderungen genügten, vereinzelt gar 60 Prozent.

Diese Redaktion konnte einen Teil der kommunalen Rückmeldungen einsehen. Dabei fällt auf: Bisweilen wussten rund 20 Prozent der angeblichen Unterzeichnerinnen und Unterzeichner ihr Geburtsdatum nicht (oder sie schrieben es nicht korrekt auf). Vielfach waren zudem Adressen nicht richtig.

Da die meisten Menschen wissen, wann sie geboren wurden und wo sie wohnen, steht hier die Frage von Fälschungen im Raum. Wie kamen die Merkwürdigkeiten und Unregelmässigkeiten zustande?

Der Schäfchenplakat-Schöpfer mischt mit

Die Windrad-Gegnerschaft hat für einen eher kleinen Teil der Sammlung auf einen kommerziellen Anbieter gesetzt – und zwar auf einen mit vergleichsweise gutem Ruf: die Sammelplatz Schweiz GmbH. Chefin dort ist die Zürcher SVP-Kantonsrätin Susanne Brunner. Neben ihr gibt es zwei Geschäftsführer. Alle aus dem Trio haben bei der Gründung der Gesellschaft vor fünf Jahren je ein Drittel des Kapitals eingeschossen.

Einer der drei ist Alexander Segert, eingebürgerter Hamburger, SVP-Präsident im zürcherischen Andelfingen und einer der bekanntesten rechten Politiker im deutschsprachigen Raum. Er und sein Unternehmen Goal AG haben viele Kampagnen aus der SVP geprägt – darunter jene ebenso legendäre wie umstrittene mit dem Sujet eines



SVP-Nationalrat Andreas Glarner (links) weibelt gegen Regulierungen bei kommerziellen Sammlungen von Unterschriften. Susanne Brunner betreibt mit Alexander Segert (rechts) eine Sammelfirma. Aus der Westschweiz werden sie von Kevin Grangier unterstützt.

Collage: Michael Truthardt. Fotos: Jonathan Labusch, Rahel Zuber, Christian Brun, PD, Getty Images

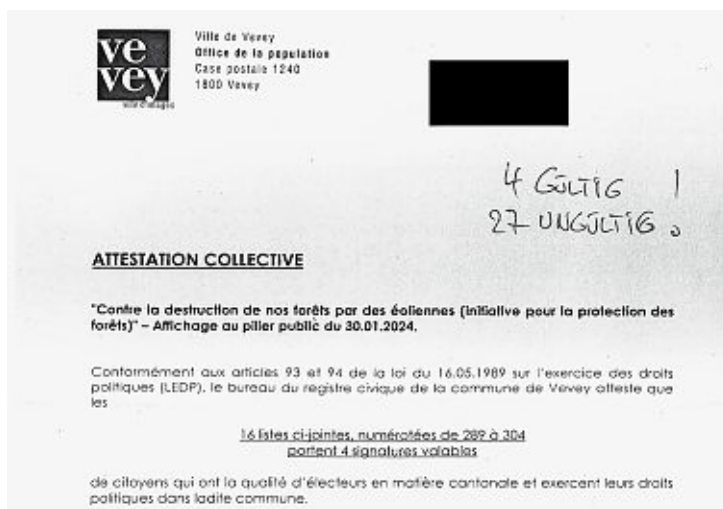
schwarzen Schafs bei der Ausschaffungsinitiative von 2010. Auch die deutsche AfD profitierte schon von der Unterstützung durch die Werbefirma.

Die Sammelplatz Schweiz GmbH gibt im Handelsregister ihren Sitz im Zürcher Seefeld an, wo SVP-Kantonsrätin Brunner ihre eigene Beratungsfirma für politische Kommunikation betreibt. Bei den Sammelplatz-Unterschriftensammlungen jedoch laufen die Fäden bei Segert und der Goal AG im Zürcher Weinland zusammen. Zum Beispiel sollen Gemeinden geprüfte Bögen dorthin schicken. Der neben Segert zweite Sammelplatz-Geschäftsführer, der junge Glarner Nicola Tinner, ist gleichzeitig Geschäftsführer bei Goal.

Das Comeback des Incop-Manns

Beim Aufliegen des Unterschriftenbschisses vor einem Jahr hatte Sammelplatz-Chefin Brunner erklärt, man habe mit den Konkurrenzunternehmen, die damals Schlagzeilen machten, «nichts zu tun».

Sammelplatz hat aber, wie sich nun zeigt, bei den jüngsten Sammlungen zumindest zum Teil auf Akteure gesetzt, die bereits beim Aufliegen des Skandals negativ auffielen. Einer von ihnen spielte eine zentrale Rolle bei der Firma Incop. Dem Lausanner Sammelunternehmen kam beim Skandal vor einem Jahr eine zentrale Rolle zu. Nun wird Incop liquidiert.



Die Stadt Vevey bescheinigte auf 16 Bögen der Waldschutzinitiative vier gültige Unterschriften. Ausschnitt aus dem Schreiben mit Schwärzung durch die Redaktion.

Doch bis vor wenigen Monaten war der frühere Incop-Kadermann für Sammelplatz in der Westschweiz unterwegs. Dies belegen Stempelabdrucke und seine Sammelplatz-Mitarbeiternummer auf Unterschriftenbögen. Vor dem früheren Incop-Mann, der einst sogar in Frankreich ein politisches Amt ausübte, hat die Bundeskanzlei vor einigen Monaten die Gemeinden gewarnt. Die Zürcher Einwohnerämter haben diese Warnung sogar im Internet publiziert, wie SRF publik machte.

Der Ex-Incop-Kadermann beteuert auf Anfrage, er habe nichts Unrechtes getan. Gemäss eigenen Angaben sammelte er 2025

für die Kompassinitiative gegen eine Schweizer «EU-Passivmitgliedschaft», die Grenzschutzinitiative der SVP sowie für die beiden Anti-Windrad-Initiativen. Wie sich nun zeigt, war dabei der Anteil ungültiger Unterschriften bei ihm öfters hoch.

Andere bezahlte Sammlerinnen und Sammler aus der Westschweiz oder aus dem grenznahen Frankreich verzeichneten ähnlich schlechte Quoten. Zumindest zum Teil wurden sie vom umtriebigen Lausanner Kampagnenunternehmer Kevin Grangier angeheuert. Dieser war bis vor einigen Monaten Präsident der Waadtländer SVP, und er gilt als Bindeglied von Sammelplatz in die Romandie.

Grangier räumte beim Westschweizer Radio RTS in Bezug auf den Ex-Incop-Kadermann ein, er habe «tatsächlich mit dieser Person zusammengearbeitet, bis wir von den zuständigen Behörden auf die Integrität der Arbeit dieser Person hingewiesen wurden». Er habe nichts von der Vergangenheit des Sammlers bei der umstrittenen Firma gewusst. Auf Anfrage will sich Grangier weder zu den Mandaten von Sammelplatz noch zu den Personen äussern, die für ihn Unterschriften beschafften. Mit den aktuellen Auffälligkeiten bei Unterschriftensammlungen habe er «nichts zu tun»: «In meiner Agentur akzeptieren, übermitteln und vergüten wir nur von den Gemeinden beglaubigte Unterschriften.»

Die auffällige Handschrift aus dem Tessin

Sammelplatz reagierte nicht auf Anfragen dieser Redaktion. Die Zürcher SVP-Kantonsrätin Brunner und ihre Geschäftspartner verzichteten damit auch auf eine Stellungnahme zu Aktivitäten ihrer Firma im Tessin. Dort hat eine Person, die für Sammelplatz unterwegs war, immer wieder ganze Teile von Unterschriftenbögen eigenhändig ausgefüllt – und zwar stets mit derselben auffälligen Handschrift. Adressen liess sie dabei meist weg, obwohl dafür ein Feld vorgesehen ist.

Die Sache hat einen Haken: Gemäss Gesetz müssen Vor- und Nachnamen sowie die Unter-

schrift durch die Stimmberechtigten selbst eingetragen werden. Dies war bei Sammelplatz im Tessin oft nicht der Fall. Doch viele Tessiner Gemeinden winkten Bögen mit dem Sammelplatz-Stempel, die in dieser Hinsicht mangelhaft waren, einfach durch.

Der Bundeskanzler musste hinausgehen

Sammelplatz hat sich nach Aufliegen des Unterschriftenbschisses selbst gerühmt, in 31 Sammlungen fast 600'000 Unterschriften zusammengetra-

Da die meisten Menschen wissen, wann sie geboren wurden und wo sie wohnen, steht hier die Frage von Fälschungen im Raum.

gen zu haben: «Juristisch beanstandete Unterschriften: 0.» Diese Angaben verschwanden von der Firmenwebsite, nachdem diese Redaktion Ende 2024 über fast 4000 nachträglich entdeckte falsche Unterschriften aus Genf berichtet hatte. Davon stammte gemäss mehreren Quellen ein guter Teil von Sammelplatz. Stellung nehmen wollten die Verantwortlichen des Unternehmens bereits damals nicht.

Chefin Susanne Brunner hat sich früher gegen griffigere Regeln für kommerzielle Sammlungen gewehrt. Die meisten ihrer Deutschschweizer SVP-Kolleginnen und -Kollegen tun es ihr gleich. Damit finden sie im bürgerlichen Lager Unterstützung – zuletzt vor einem Monat in der Staatspolitischen Kommission des Nationalrats.

Dort informierte Bundeskanzler Viktor Rossi über den freiwilligen Verhaltenskodex, den ein von ihm einberufener runder Tisch ausgearbeitet hatte. Er erwähnte auch, dass seine Behörde daran sei, eine fünfte Strafanzeige wegen Wahlbetrugs auszuarbeiten. Und er signalisierte, dass es gut wäre, wenn die Bundesanwaltschaft in der Sache bald Anklage erheben würde.

Ehe Rossi Fragen beantwortet konnte, stellte SVP-Vertreter Andreas Glarner den Antrag, die Diskussion vorzeitig abbrechen und abzuwarten, was die – auch gemäss seinen Ausführungen schleppend verlaufenden – Strafuntersuchungen ergäben. Glarner kam gemäss Recherchen mit knappem Mehr durch. Der Bundeskanzler musste das Sitzungszimmer verlassen.

Daraufhin lehnte die Kommission mehrere Vorstösse zur Bekämpfung von falschen Unterschriften jeweils knapp ab. Dabei ging es um ein Verbot kommerziellen Sammelns, aber auch um weniger weit gehende Massnahmen wie eine Bewilligungspflicht für Sammelfirmen.

Sortir la conférence sur le climat de sa tour d'ivoire, le défi du Brésil

RÉCHAUFFEMENT Le président de la future COP30 à Belém, le Brésilien André Corrêa do Lago, juge nécessaire d'ouvrir davantage le sommet à la société civile. Le contexte géopolitique est toutefois peu favorable à de grandes avancées

STÉPHANE BUSSARD

«La COP30 ne peut pas être une nouvelle occasion ratée.» Secrétaire générale de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), où a vu le jour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Celeste Saulo a tenu à dramatiser les enjeux de la prochaine Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. «C'est un tournant pour les futures générations. Nous ne pouvons pas nous permettre d'assumer le coût de l'inaction.» A quelque 50 jours de la COP30 à Belém au Brésil, qui se tient du 10 au 21 novembre, le pays organisateur a tenu à préciser ses priorités lors d'une conférence tenue mercredi à l'OMM.

L'enjeu est considérable à un moment où les émissions de gaz à effet de serre sont sur une trajectoire très inquiétante. Les deux dernières Conférences des parties à Bakou et à Dubaï n'ont pas laissé un souvenir impérissable, les pays

pétroliers réussissant à torpiller des objectifs plus ambitieux et plus en phase avec les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat en 2015.

«Dire la vérité»

Président de la COP30, l'ambassadeur brésilien André Corrêa do Lago ne s'en cache pas. Si la conférence débouche sur une «accélération de la mise en œuvre» de l'Accord de Paris et des promesses faites, «ce sera un résultat positif». Le diplomate brésilien le reconnaît: c'est au niveau de la concrétisation que ça pêche. Pour André Corrêa do Lago, qui a explicité les priorités du président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, il importe de sortir la COP de sa tour d'ivoire et de l'ouvrir à la société civile et aux peuples «qui ne voient pas le résultat des efforts» accomplis en matière de lutte contre le changement climatique. Dans cette dynamique, l'ambassadeur estime qu'il est essentiel d'intégrer toute la dimension éthique dans le processus par le biais d'écrivains, de philosophes, d'artistes et de jeunes citoyens. Il a aussi exhorté les dirigeants de la planète qui participeront au sommet peu avant la COP proprement dite à «dire la vérité quant à l'impact qu'a le changement climatique sur leurs pays respectifs». En politique, a-t-il

ajouté, ce n'est pas toujours une évidence.

L'un des défis de la COP de Belém – capitale de l'Etat du Para, l'un des plus pauvres du pays – sera de loger les milliers de délégués qui afflueront à la COP. A ce jour, les prix des chambres ont explosé et nombre d'ONG disent déjà renoncer au voyage par manque de ressources.

«La science est notre boussole»

Face aux énormes défis que représente le réchauffement climatique, que l'Accord de Paris visait à limiter à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle – un objectif que les Etats de la planète n'ont pas réussi à tenir –, la secrétaire générale de l'OMM le répète: dans ce combat, «la science est notre boussole». Pour Celeste Saulo, il est impératif qu'à la COP30 il soit décidé de renforcer les réseaux d'observation systématique du climat et la recherche, que des mesures d'adaptation plus draconiennes soient prises et que les Etats s'engagent à accroître le financement de la lutte contre le changement climatique.

La COP30 a lieu dans un contexte géopolitique délétable. Washington sera très vraisemblablement absent. La seconde administration Trump a décidé de retirer les Etats-Unis de l'Accord de Paris. Elle tourne le dos à la lutte contre le changement cli-

matique, fermant des centres de recherche sur le climat, appelant à exploiter plus intensivement les puits de pétrole et de gaz et supprimant des projets de développement des énergies renouvelables, en particulier dans le solaire et l'éolien, à hauteur de 22 milliards de dollars.

Par contraste, la Chine, plus grand émetteur de CO₂ avant les Etats-Unis, pourrait bientôt atteindre le pic des émissions issues des énergies fossiles. En matière de développement des énergies renouvelables, les avancées chinoises sont spectaculaires. Les parcs solaires et éoliens en construction l'an dernier en Chine ont été deux fois plus importants que ce qui a été installé dans le reste du monde, selon *The Guardian*. Pékin a ainsi atteint une capacité installée de 1200 gigawatts, six ans avant l'échéance prévue par le gouvernement.

A l'échelle internationale, seuls 30 pays ont publié leurs objectifs de réduction des émissions de CO₂ (CDN) et l'ONU exhorte les autres Etats à en faire de même avant le 24 septembre. Quant à l'Union européenne, elle négocie encore un document devant présenter les objectifs de l'Union. Pour l'heure, l'objectif déjà établi par le passé consiste à réduire les émissions de CO₂ de 55% d'ici à 2030 et de viser la neutralité carbone en 2050. ■

«La grille horaire au collège sera plus lisible»

GENÈVE Semaines d'apprentissages décloisonnés, options spécifiques bidisciplinaires: dans une interview, Anne Hiltbold, conseillère d'Etat chargée du Département de l'instruction publique, révèle le contenu de la réforme de la maturité gymnasiale

PROPOS RECUEILLIS PAR LORÈNE MESOT ET FRÉDÉRIC JULLIARD

A Genève, la nouvelle mouture de la maturité gymnasiale sera mise en œuvre dès la rentrée 2027, dans le cadre de la réforme fédérale décidée en 2023. Après des mois de discussions, une nouvelle grille horaire a été adoptée. La philosophie, l'histoire et l'espagnol sont épargnés, après de fortes réactions lors des consultations des milieux concernés. L'informatique, le droit et l'économie sont renforcés. Anne Hiltbold, conseillère d'Etat chargée du Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, a accordé une interview au *Temps* pour préciser les contours et les buts de la refonte du cursus, plus transversal qu'avant.

Quels sont les principaux changements induits par la réforme de la maturité à Genève? Il nous fallait trouver un équilibre, avec les impondérables découlant de l'ordonnance fédérale de 2023. L'économie et le droit deviennent une discipline fondamentale. Ils auront, ensemble, quatre heures d'enseignement au lieu de deux. L'informatique devient aussi une discipline fondamentale avec cinq heures d'enseignement. Autre contrainte: nous devons augmenter les heures en arts.

Sachant que le nombre total de périodes d'enseignement ne change pas, il fallait ensuite procéder à des arbitrages, avec une grille horaire équilibrée qui ne surcharge pas non plus les élèves. Le temps d'enseignement du français sera légèrement réduit [de 5,5 heures à 4 heures en première année, ndlr]. La géographie perd une période d'enseignement, mais nous maintenons l'histoire à huit périodes et nous gardons aussi la philosophie, qui est une spécificité genevoise. Avec cette formule, les sciences humaines restent largement dotées, bien au-dessus du pourcentage minimal imposé par l'ordonnance.

INTERVIEW

L'ordonnance fédérale invite à plus de transversalité dans le cursus. Comment cela se matérialise-t-il à Genève?

Nous créons des semaines dites d'apprentissages décloisonnés, une par semestre, ainsi que des ateliers de transversalité. Ils seront dispensés par des intervenants externes, des enseignants motivés ou des enseignants de diction. Ils vont permettre d'appréhender divers sujets comme la citoyenneté, la durabilité, l'IA, l'addiction aux écrans, la prise de parole en public.

Faut-il y voir une volonté d'inscrire davantage la maturité dans son époque? Tout à fait. Le but du collège est de transmettre la connaissance, d'apprendre à penser, à raisonner, mais aussi de faire en sorte que les étudiants soient armés socialement au moment d'arriver à l'âge adulte. Il s'agira de traiter de grands thèmes de société, mais aussi de développer la faculté des jeunes à débattre.

Les Genevois sont-ils mauvais à l'oral? Nous sommes effectivement un peu moins dans la culture orale, et beaucoup sur nos téléphones, le nez dans nos mails, mais ce n'est pas propre à Genève. Nous voyons que certains jeunes ont même de la peine parfois à mener une conversation par téléphone. Il est aujourd'hui extrêmement important de pouvoir s'exprimer, savoir se présenter à un entretien, construire et confronter ses idées à celles des autres. Ces ateliers les aideront aussi à développer leur esprit critique, s'organiser et gérer leur stress. L'idée est de donner des clés aux élèves pour qu'ils apprennent à travailler autrement – par projets, par exemple.

Pourquoi insister sur l'allemand alors que certaines parties de la Suisse alémanique suppriment le français au primaire? Nous sommes dans un pays avec quatre langues nationales. C'est une question de cohésion. Bien sûr qu'il serait plus



Anne Hiltbold: «Les jeunes doivent être capables de réfléchir, de raisonner, de débattre, de développer un esprit critique.» (GENÈVE, 1ER MAI 2024/DAVID WAGNIÈRES POUR LE TEMPS)

facile que tout le monde s'exprime en anglais, mais ça serait la fin de la Suisse telle que nous la connaissons. Au-delà de l'apprentissage linguistique, je suis persuadée de ce que cela apporte: une ouverture au monde. L'espagnol, par exemple, est l'une des langues les plus parlées au monde, un pilier d'autres cultures. C'est aussi la raison pour laquelle nous conservons les maturités bilingues par séjour et par enseignement. Pour favoriser la mobilité, les échanges et l'ouverture d'esprit.

Les options spécifiques, ou OS, deviennent bidisciplinaires. Cela s'inscrit-il dans cette volonté d'ouverture? J'ai demandé dès le départ des travaux que nous travaillions à «simplifier le système». Actuellement, nous avons 11 options différentes avec un nombre d'heures d'enseignement différent selon l'option. Nous proposons un peu moins de choix, mais des choix qui ont du sens et permettent de faire des liens entre les disciplines. Concrètement, nous conservons biologie-chimie, économie-droit et créons informatique-physique, arts plastiques-histoire de l'art et musique-histoire de la musique, espagnol-culture hispanique, latin-culture antique et grec-culture antique. Les élèves pourront toujours faire à la fois du latin et du grec, avec le latin en discipline fondamentale. Le plus important est d'avoir des élèves motivés. Même si 1 ou 2% seulement des étudiants veulent faire des langues anciennes, ils doivent pouvoir le faire.

Nous allons essayer d'avoir toutes les options proposées dans tous les établissements, à l'except-

tion peut-être du latin, du grec et de la musique. Contrairement à aujourd'hui, les OS commenceront en deuxième année. Avec une année supplémentaire, les élèves seront plus à même d'opérer un choix éclairé. L'idée est aussi de créer un vrai esprit de classe en première année. Aujourd'hui, sur 800 élèves d'un collège, vous avez à peu près 800 horaires différents... La nouvelle grille sera plus lisible.

«A mon sens, cette réforme n'aura pas énormément d'impact sur les effectifs»

Les élèves genevois ont des lacunes en orthographe, or on retire 1,5 période de français en première année. Pourquoi? Nous conservons 16 périodes de français et de maths [quatre par semaine sur les quatre ans de collège, ndlr], ce qui est beaucoup. La diction n'est plus comptabilisée ici, mais elle sera toujours enseignée dans les ateliers transversaux. Par ailleurs, des dispositifs spécifiques de soutien et de renforcement des compétences de base, en français et en maths, sont prévus pour les élèves qui en ont besoin. Cela étant, le français doit se travailler dès l'école primaire, on ne peut pas rattraper toutes les lacunes au collège. C'est pourquoi, en cohérence avec ce qui est souhaité dès le primaire, l'orthographe sera corrigée dans toutes les disciplines au collège.

Au niveau de la répartition de la charge de travail, nous créons une grille avec un peu moins d'heures en quatrième année en raison des épreuves et du travail de maturité. Il y aura plus de sciences en quatrième année et des sauts dans certaines disciplines, comme l'histoire et la géographie, qui seront enseignées avec des pauses d'une année, afin de préserver un équilibre.

Vous pensiez un temps réduire l'enseignement de l'histoire, finalement préservé. Les très fortes réactions vous ont-elles amenée à revoir votre choix? Nous avons mené une consultation pour connaître l'avis du terrain avant de décider. Il y avait en effet la proposition de diminuer la géographie et l'histoire, ce qui a heurté. Qu'on parle de l'histoire ou de la géographie, je suis convaincue de la nécessité de ces branches qui s'inscrivent dans la tradition des humanités à Genève. J'assume aujourd'hui de les préserver et suis consciente que les équilibres ne pourront jamais contenter tout le monde. Je trouve rassurant que chaque groupe défende sa discipline.

Quelles seront les implications sur les effectifs d'enseignants? A mon sens, cette réforme n'aura pas énormément d'impact sur les effectifs. Le seul changement concerne probablement les enseignants de diction, qui ont aujourd'hui un statut particulier et qui vont être impliqués dans les ateliers de transversalité. La commande n'était pas d'économiser. Nous parlons d'une réforme à coûts constants, et s'il y a des coûts supplémentaires qui se justifient, je les défendrai.

Aujourd'hui, quelle est la proportion de titulaires d'une maturité qui continuent dans des études supérieures? En 2022, 63% des élèves entraient à l'uni et 13% en HES. Nous avons un taux de maintien en première année assez bon [83%, ndlr], sauf peut-être à l'EPFL où les Genevois sont moins performants. La vraie problématique se situe au niveau de la sortie du cycle d'orientation. Entre 45 et 48% des élèves choisissent le collège, ce qui est très élevé. Nous avons beaucoup d'échecs en première année, avec une partie qui part ensuite à l'ECG. Ce ne sont pas des années tout à fait perdues, mais restent des échecs pour les jeunes. Nous souhaiterions qu'une meilleure orientation se fasse en amont, au CO.

L'entrée en vigueur est prévue pour 2027, le délai est court... La mise en œuvre va être relativement intense, mais nous ne partons pas de zéro. Dans certaines disciplines, nous allons un peu plus loin, dans d'autres nous réfléchissons à faire un peu différemment. Nous supprimons très peu de choses tout en maintenant beaucoup de spécificités genevoises. Il sera difficile d'obtenir 100% d'adhésion, mais je pense réellement que c'est une proposition très équilibrée. Je suis plutôt confiante.

Pour vous, quelles sont les compétences fondamentales que l'élève doit avoir lorsqu'il obtient sa maturité? Les jeunes doivent être capables de réfléchir, de raisonner, de débattre, de développer un esprit critique. Ils et elles doivent avoir une ouverture sur le monde. Nous souhaitons des têtes bien pleines, mais surtout des têtes bien faites. ■

D'OpenAI à Google, les géants de l'IA lancent leurs propres puces

Alexandre Piquard

Des acteurs de l'IA et du cloud veulent réduire leur dépendance à Nvidia

OpenAI espère, à partir de 2026, disposer de sa première puce maison. L'information, rapportée par le *Financial Times* le 5 septembre, n'a pas fait les gros titres mais elle illustre une tendance. La start-up d'intelligence artificielle (IA) s'est lancée dans la conception d'un processeur destiné à réaliser une partie des énormes calculs informatiques nécessaires pour répondre aux requêtes des utilisateurs de son célèbre assistant ChatGPT et pour entraîner ses futurs modèles d'IA. OpenAI a pour cela constitué une équipe de 40 personnes et s'est appuyé sur un partenaire, Broadcom. Ce spécialiste des semi-conducteurs a vu son titre bondir en Bourse de 9 % à cette annonce, que l'entreprise de Sam Altman ne commente pas officiellement.

Pourquoi une entreprise de logiciels cherche-t-elle à faire produire ses propres puces ? Le cas d'OpenAI est loin d'être isolé : la plupart des géants de la tech actifs dans l'IA ont commencé à concevoir des processeurs. « Depuis le début de l'essor de l'IA, les grands acteurs achètent des puces à Nvidia. Mais ils se disent qu'il doit y avoir une alternative à cette situation où ils versent des milliards à cette entreprise aux marges très conséquentes », dit Sébastien Sztabowicz, analyste chez Kepler Cheuvreux. Nvidia, leader incontesté des processeurs dévolus à l'IA (appelés « GPU »), affiche plus de 70 % de marge brute. Et l'entreprise est devenue en juillet la première à passer la barre des 4 000 milliards de dollars (3 380 milliards d'euros) de capitalisation boursière...

A lui seul, l'achat de ses puces devrait représenter 28 % des 350 milliards de dollars que Google, Amazon, Meta, Microsoft et Oracle comptent dépenser en 2025, a calculé en juillet Goldman Sachs. Pour réduire leur « dépendance » à Nvidia, dit M. Sztabowicz, ces géants de l'IA et de l'hébergement dans le cloud conçoivent des puces, souvent spécialisées pour certains usages, et ils s'appuient sur des partenaires du secteur des semi-conducteurs comme Broadcom, MediaTek ou Marvell.

Nvidia plutôt serein

Chez Amazon, on explique voir un intérêt économique dans la conception de puces et avoir déjà un savoir-faire. Le géant du cloud collabore avec Annapurna Labs, une start-up israélienne rachetée en 2015, avec laquelle il a déjà fait produire un processeur voué aux serveurs classiques, baptisé Graviton. Pour l'IA, Amazon a lancé en 2023 les puces Inferentia, consacrées aux calculs liés au fonctionnement des modèles (ou « inférence ») et les Trainium, dévolues à leur entraînement intensif initial.

L'entreprise assure que ses puces ont un rapport prix-performance de 30 % à 40 % meilleur que les puces Nvidia. Et dit avoir déjà comme utilisateurs SAP, Databricks, Poolside ou Anthropic, la start-up concurrente d'OpenAI. Avec cette dernière, Amazon compte passer à une autre échelle : elle a annoncé fin 2024 le projet Ranier, un data center géant de « centaines de milliers » de puces Trainium 2, pour un coût de 8 milliards de dollars. Google est bien avancé : le groupe a annoncé au printemps la septième génération de ses puces TPU. Celles-ci font fonctionner son modèle d'IA de pointe Gemini 2.5 ou l'application de biologie AlphaFold couronnée du prix Nobel.

Ses puces sont aussi utilisées via sa plate-forme cloud par Anthropic, Midjourney, Hugging Face ou le français Mistral AI, ajoute Google. Meta en est aux tests pour sa première puce capable d'entraîner ses IA, attendue en 2026, a rapporté Reuters en mars. Elle dispose déjà de processeurs baptisés « MTIA », mais ils sont cantonnés au fonctionnement d'IA comme les algorithmes de classement des contenus sur Facebook ou Instagram, ajoute l'agence.

Les initiatives des groupes de tech dans cette nouvelle activité rencontrent parfois des difficultés, note Reuters, affirmant qu'un des projets de puce passé de Meta a été arrêté, les tests étant décevants. Selon *The Information*, Microsoft aurait aussi repoussé le lancement de son prochain processeur à 2026. « Nous sommes satisfaits de l'avancement de nos activités dans les puces », rétorque Omar Khan, vice-président de sa filiale de cloud. « Nous sommes engagés dans un projet sur plusieurs générations [de processeurs] », assure-t-il, affirmant que les puces maison Maia, lancées en 2023, sont utilisées pour certaines requêtes des modèles d'IA de son partenaire OpenAI, ainsi que de Copilot, l'assistant déployé dans sa suite bureautique Office.

Face à la concurrence, Nvidia s'affiche plutôt serein. « *Pourquoi construire une nouvelle puce spécialisée si elle ne va pas être meilleure que celle que vous pouvez acheter* [chez Nvidia] ? », a ironisé son patron Jensen Huang, lors d'une conférence à Paris en juin. Ses GPU dernier cri restent techniquement les plus performantes du marché, selon les analystes. Et Nvidia bénéficie de ses investissements importants. D'ailleurs, les géants du cloud restent prudents dans leur communication car ils resteront des clients et partenaires importants de Nvidia.

Le leader des puces pour l'IA peut-il être détrôné ? Les puces maison (ASIC) des acteurs de l'IA et du cloud ont grignoté 20 % de ce marché encore en très forte croissance (soit environ 40 milliards de dollars sur 200 milliards de dollars), pointe M. Sztabowicz. Et, d'ici à fin 2029, leur part pourrait passer à 30 %, selon l'analyste, et même à « *plus de 30 %* », selon l'institut TrendForce.

En s'implantant dans la conception de puces, les géants de l'IA et du cloud remontent encore la chaîne de valeur pour mieux maîtriser un maillon de plus, après les logiciels d'IA (leurs canaux de distribution auprès du grand public et des entreprises) et les data centers. Et ils contrôlent en partie un composant que les tensions géopolitiques rendent de plus en plus stratégique. Le président Trump a utilisé la restriction de l'exportation de certaines puces consacrées à l'IA dans ses négociations avec la Chine et a menacé fin août de faire de même vers l'Europe.